

0322 Assiettes fiscales et sociales du Revenu d'existence
correspondant à une Loi de Finances fondée sur l'Inoppression Active
pour une population de 64 millions d'habitants et environ 1,388% par année d'âge avant 18 ans

Philosophie du Revenu d'existence :

La **SEULE** justification de l'Etat étant de servir les citoyens, le Revenu d'existence est une prestation mensuelle versée par l'Etat à chaque citoyen, indépendamment de leurs autres revenus, pour qu'il jouisse d'une parfaite Liberté et que sa Dignité soit effective. - Cette prestation est issue d'un recyclage fiscal permanent opéré par le fisc qui doit organiser la vitesse de circulation et de mise à disposition de l'argent en fonction des **réalités de l'Offre et de la Demande**.

EXPLICATION : Depuis les années 1960 où l'**Offre** est passée supérieure à la **Demande** avec un remplacement des travailleurs par les machines du progrès. L'Economie Politique qui consiste à avoir l'argent nécessaire au bon fonctionnement de l'Etat au profit de chaque citoyen, peut et **DOIT** organiser les prélèvements fiscaux et sociaux, et les dotations sociales :

- **sur** l'ensemble des citoyens parce qu'ils fondent les cycles de l'Offre/Demande.
 - o **ce qui est devenu impossible** car les ex-travailleurs n'ont plus assez d'argent,
- **pour** l'ensemble des citoyens c'est-à-dire pour le bien-être de **CHAQUE** citoyen,
 - o **ce qui est toujours impossible** en 2011, car l'Etat ne peut pas recevoir assez d'argent pour l'affecter à la promotion des activités réclamées par les citoyens.

Pour remédier à ces impossibilités, subies à cause de la conservation d'assiettes fiscales et sociales obsolètes :

- qui détournent le sens de l'activité en la fondant sur la rentabilité financière au lieu de la fonder sur la qualité,
- qui détournent le sens de l'organisation politique de l'Etat et l'empêchent d'accomplir son obligation de résultats qui est de fournir de bonnes conditions de vie aux citoyens, ..., l'Etat n'a pas d'autre solution pour garantir de bons résultats que de changer de moyens.

Le SEUL moyen qu'a un Etat pour servir ses citoyens est son mode de recyclage fiscal/social, qui doit mouvoir l'argent en fonction des réalités de l'Offre et de la Demande.

Avec l'Offre actuelle pléthorique, l'argent mis en mouvement **DOIT DONC** permettre de doter **CONCRETEMENT** :

- **le Service Public** c'est-à-dire tout l'appareil d'organisation des prestations sociales. Il s'agit de l'organisation de l'Etat et du financement des prestations et des salaires de toutes les personnes ayant choisi de se consacrer à l'organisation et au Service **CONCRETS** du bonheur physique des citoyens de la Société Civile et d'eux-mêmes. **C'est là la SEULE justification** de l'organisation des **POUVOIRS** de l'Etat.
RESPONSABLES : Le Service Public qui peut et doit garantir la sécurité, la sûreté, l'éducation, la santé, les transports, les besoins essentiels comme l'eau et l'électricité et leurs traitements subséquents, etc., dépend :
 - o **des acteurs organisateurs** de l'Etat. Ce sont les députés que le peuple choisit, **députés qui ont toujours et « in fine » tous pouvoirs et sont donc les seuls responsables** des règles fondamentales garantissant la démocratie servant à la Liberté et la Dignité individuelles des citoyens, matérialisées par la Loi.
 - o **des acteurs exécutants** de l'Etat au service des citoyens que sont les fonctionnaires, ou des contractuels avec pouvoirs délégués, désignés ou élus, faisant fonctionner le Service Public avec les moyens choisis par les députés.
- **le Service Social** qui doit pouvoir garantir **inconditionnellement** un minimum vital assurant la Liberté et la Dignité individuelles, tout en récompensant au lieu de les freiner, les activités des plus courageux, des plus inventifs etc..

C'est ce Service Social qui peut et **DOIT** organiser la distribution du revenu inconditionnel d'existence à **CHAQUE** citoyen, sauf à celui qui manifeste son choix d'y renoncer.

Le manque d'argent circulant entre l'Offre pléthorique et à la Demande désargentée montre que la sortie de crise nécessite bien l'adoption du Revenu d'existence.

Au-delà de sa légitimité, pour qui estime que l'héritage du progrès ne doit pas être réservé aux nantis, **la prestation qu'est le Revenu d'existence s'avère nécessaire depuis cette période charnière de l'évolution où le progrès a remplacé des travailleurs par des robots.**

Raisons fondamentales de la nécessité du Revenu d'Existence.

Le revenu d'existence est nécessaire :

- **Pour la survie des ex-salariés** que le progrès a remplacés par les machines...., afin qu'ils puissent vivre décemment avec un minimum d'argent disponible,
- **pour que les citoyens puissent** s'ils le désirent et quand ils le désirent après l'âge de 55 ou 60 ans, ne plus être contraints à des efforts physiques si tel est leur désir ou besoin. La retraite sera désormais un choix individuel.
- **pour la survie des entreprises** qui actuellement perdent leurs clients qui sont trop désargentés pour acquérir ce dont ils ont besoin et qu'elles ont pourtant en stock,
- **pour satisfaire les désirs des citoyens désirant travailler moins ou plus** et permettre une répartition du travail harmonieuse fondée sur des libertés individuelles, possiblement contractuelles, dégagées d'obligations de travailler avec un salaire d'esclave pour survivre.

Parallèlement, face à la crise organisée par les politiciens et considérée à tort comme une malversation du ciel, le revenu d'existence, allocation permanente indépendante de l'état de chômage et de la perception ou non de revenus d'activités ou de rentes, est la SEULE façon de réactiver le tissu social.

Revenu d'existence et production

Le revenu d'existence se trouvant par nature dissocié de l'activité, la fainéantise et l'inactivité ne sont plus encouragés. La dotation individuelle d'argent permet de prendre écologiquement en compte le progrès. Les citoyens ne sont plus obligés d'absorber des produits frelatés ou inadéquats, ou issus de la surproduction. Il devient même coûteux de polluer la planète.

Pour les entreprises, le revenu d'existence s'avère nécessaire pour retrouver des clients. Il en va de leur survie et du bien-vivre des entrepreneurs aujourd'hui contraints de limiter leurs prestations, voire d'organiser leur propre survie, au prix de restrictions de tous ordres.

DOTATIONS - Conditions générales du Revenu d'Existence

Les prestations servies selon l'idéologie, la méthode et la Loi de Finances d'Inoppression

Active sont les suivantes :

Jusqu'à 18 ans :	500 €uros par mois au parent responsable de l'enfant
De 13 à 18 ans :	50 €uros/mois augmentant de 50 €/mois chaque année
18ans + 1 jour à 60 ans :	1000 €uros par mois
Au-dessus de 60 ans :	2000 €uros par mois, revenu incluant la prestation retraite.

Faisabilité du Revenu d'Existence

Montant des sommes d'argent que l'Etat doit mettre en mouvement

Calcul approximatif des débours de l'Etat pour servir ces allocations :

* moins de 13 ans : 18 % pour lesquels 500 Euros/mois sont versés au responsable parental.	
Débours annuel de l'Etat : $500 \times 12 (18 \times 64000000) / 100 = 69\,120\,000\,000$ soit	69,12 MM
* entre 13 et 18 ans : 7% soit : $750 \times 12 (7 \times 64000000) / 100 = 40\,320\,000\,000$ soit	40,32 MM
* 18 et 60 ans : 55% soit : $1000 \times 12 (55 \times 64000000) / 100 = 422\,400\,000\,000$ soit	422,40 MM
* + de 60 ans : 20 % soit : $2000 \times 12 (20 \times 64000000) / 100 = 307\,200\,000\,000$ soit	307,20 MM
TOTAL annuel à FINANCER PAR L'ETAT	839,04 MM

Les 939,04 € annuels servis en 12 prestations mensuelles de 69,92 MM, engendrent une recette fiscale première d'environ 38 MM et finale d'environ 60 MM mensuels selon le processus de la cascade. Les MM éventuellement manquant, qui pourraient être créés par la Banque de France retrouvant ses prérogatives de création d'argent comme cela aurait toujours dû se faire, se trouvent financés par les recettes issues de suppression des charges sociales sur le travail qui libèrent les entreprises et les salariés des 320MM actuellement prélevés.

EXPLICATION touchant les PRELEVEMENTS SOCIAUX:

Le Revenu d'existence remplace les prestations sociales dans TOUS LES CAS de figures, y-compris les retraites servies par l'Etat. Les prélèvements sociaux de 2011, environ 320MM, sont laissés à la disposition des salariés et entrepreneurs qui voient ainsi leurs recettes du travail augmentées d'environ 50 %. La consommation en découlant procurera une recette fiscale immédiate théorique de 177 MM et finale probable de 280 MM.

Les 120 MM nécessaires au complément de financement du revenu d'existence sont donc largement dépassés. Le surplus théorique de 160 MM, qui sera plus important ou moins important selon les réactions des citoyens qui ne peuvent pas être figées dans la théorie, serviront en priorité l'accomplissement du Service Public.

TRESOR PUBLIC

On peut aussi estimer que la mise en circulation permanente d'argent auprès de toute la population qui rendrait nécessaires des recettes complémentaires de 9 à 10 MM par mois c'est-à-dire 120 MM par an, sera très largement compensée par l'augmentation du PIB issue des suppressions des autres prélèvements et impôts. Le financement des 120 MM qui s'avèrerait éventuellement nécessaire est également financé par la nouvelle Taxe sur la Consommation. Celle-ci permet de percevoir 3 fois 175 MM de plus qu'actuellement, sans compter les perceptions sur la consommation issues de la suppression de tous les autres impôts et taxes de toutes autres natures, tels l'irpp, l'IS, la Taxe foncière et celle d'habitation, la csg et les centaines de taxes devenues inutiles hormis la Tapp qui reste identique. Le total peut être estimé rapporter entre 2 et 3, 5 budgets actuels de l'Etat c'est-à-dire entre 900 et 1 300 MM. (probablement car les comportements individuels ne sont pas ceux des robots). La nécessité nouvelle sera de ne pas trop doter les citoyens pour ne pas risquer d'avoir une Offre incapable de satisfaire la Demande. La nécessité reste de libérer l'activité en la promouvant.

Seuls les comportements réactifs observés avec la libération de toutes les contraintes existantes, permettront de rectifier la vitesse fiscale et sociale des recyclages, qu'en Economie Politique il est possible de régler selon les besoins, alors que la gestion actuelle qui emploie les techniques et moyens de l'économie d'entreprise ne le permettent pas et ne servent que :

- **les banquiers** dont le métier est de percevoir des intérêts, au demeurant exagérés puisqu'ils outrepassent les frais d'écriture que coûte la fabrication d'argent ex-nihilo,
- **les trusteurs** qui n'ont pas d'autre objet ni devoir que de faire des bénéficiaires, ce qu'ils font aujourd'hui en absorbant les petites entreprises pour ne pas disparaître à leur tour, et en récupérant les revenus des citoyens désargentés en leur proposant les prix les plus bas de plus en plus déconnectés du service et de la qualité.
- **les spéculateurs** qui dénaturent le sens de l'argent en en faisant une valeur ajoutée.

TOLERANCE ZERO pour les membres des corps constitués et les fonctionnaires

Avec le respect des fondamentaux Economiques, une bonne gestion de l'Economie Politique permet de faire tourner autant d'argent que de besoin, **SANS LIMITATION ni nécessité d'en créer.** - Cependant, l'Inoppression Active avec son Revenu d'existence n'est que l'aspect pécuniaire de l'idéologie libératrice. **Le FONDAMENTAL** reste l'instauration de la démocratie aujourd'hui inexistante comme le démontrent les affaires du genre « Amidlisa » **avec leurs preuves irréfragables.** La Justice, aujourd'hui régaliennne, sera mise sous le contrôle des citoyens. La première décision des candidats à la députation de l'Inoppression Active, c'est LA TOLERANCE ZERO pour tous les élus et les fonctionnaires.